

« J'ai découvert la Déclaration Schuman en me disant : C'est incroyable »

Paul Collowald a suivi comme journaliste la Déclaration Schuman et les premiers pas de la Communauté du charbon et de l'acier, avant de devenir porte-parole à la Commission européenne puis directeur général de l'information du Parlement européen. Il livre à la Fondation son témoignage sur la journée historique du 9 mai 1950 et sa vision de l'Europe aujourd'hui.

Pour comprendre la signification de la Déclaration Schuman, je crois qu'il faut dire quelques mots sur le contexte.

Il y avait déjà eu une tentative au Conseil de l'Europe de se réunir entre Européens, mais elle avait échoué parce que les Britanniques et les Scandinaves n'en voulaient pas.

En août 1949, j'étais un jeune journaliste, c'était la première session du Conseil de l'Europe à Strasbourg, et c'est là que j'ai rencontré Robert Schuman. Nous marchions ensemble vers la préfecture, je lui ai demandé : « Quel est votre prochain voyage ? ». Il m'a dit : « Ecoutez, je vais chez mon ami Acheson, le ministre américain des Affaires étrangères, pour réfléchir à l'après-guerre ».

C'est comme s'il pensait tout haut. Je l'entends dire : « Vous savez, nous avons une lourde responsabilité pour cet après-guerre. Le problème allemand est de nouveau devant nous, il faut le résoudre autrement qu'avec un traité de Versailles, la vengeance qui engendre Hitler, ce cercle vicieux infernal. Il faudra trouver d'autres façons de faire, en envisageant un comportement différent vis-à-vis de l'Allemagne ».

Tout cela, c'était en cheminant, il n'avait pas de plan à ce moment-là, mais j'ai retenu cette réflexion sur l'après-guerre.

Plus tard il m'a raconté qu'ils se sont rencontrés à trois à Washington : Dean Acheson, Ernest Bevin, le ministre britannique des Affaires étrangères, et lui. Ce petit groupe qui devait réfléchir à l'après-guerre, à « que fait-on de l'Allemagne ? ». Dean Acheson dit à ses deux collègues : « C'est une affaire trop sérieuse pour l'expédier en une réunion, nous allons demander à Robert Schuman, un homme extrêmement compétent dans les relations franco-allemandes, de préparer notre prochaine réunion ». Ils ont décidé de se réunir à Londres... le 10 mai 1950.

Le 9 mai 1950, je me trouve à la rédaction. Dans chaque journal, vous aviez un petit bureau où il y avait le fil de l'AFP qui tournait toute la journée. Le rédacteur chef m'avait demandé de surveiller le déroulement du fil AFP. Tout d'un coup, ce 9 mai, je jette un coup d'œil et il y a un flash sur une conférence de presse au Quai d'Orsay. Je me dis : « Tiens qu'est-ce que qui se passe ? » Ils balancent les premières phrases. Au fur et à mesure, je prends connaissance de la Déclaration Schuman. Alors j'appelle mon rédacteur en chef, je lui dis : « C'est exactement la réponse à toutes les questions que se posait Robert Schuman lorsqu'il y a 9 mois je me baladais avec lui ».

Le moyen extrêmement courageux de trouver autre chose que Versailles, c'est cette chose formidable, la « Gleichberechtigung » [égalité de droit], le partage de la souveraineté. C'est le nœud de la réconciliation franco-allemande. C'est le contraire

« J'ai découvert la Déclaration Schuman en me disant : C'est incroyable »

d'imposer les choses, c'est de les partager. La caractéristique du 9 mai, ce sont des relations renouvelées, uniques entre la France et l'Allemagne, qui étaient de partager de la souveraineté en créant une communauté, la Communauté du charbon et de l'acier.

Ce n'était que du charbon et de l'acier, mais lorsque vous déroulez les 36 lignes politiques de la déclaration Schuman, ça se termine avec une perspective vers les Etats-Unis d'Europe, et la paix. Donc vous avez là l'espèce de grand plan, presque mondial. D'ailleurs la première phrase – « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent » - se met au niveau mondial.

Je découvrais tout cela en me disant : « C'est incroyable ». J'avais étudié l'histoire à la faculté de Strasbourg, je n'avais aucun souvenir de relations entre deux pays qui avaient été des ennemis héréditaires et qui se trouvaient ainsi dans cette situation.

Il y a plusieurs versions de ce qui s'est passé le 9 mai, mais je pense que j'ai la bonne. Robert Schuman avait envoyé Robert Mischlich, un membre de son cabinet, pour porter une lettre à Konrad Adenauer, le Chancelier allemand. Mischlich lui dit : « Sans rendez-vous ? ». « Oui, vous direz que vous venez

de la part de Robert Schuman. Voilà une lettre », etc. Il paraît pour l'anecdote que Schuman lui a dit : « A la grâce de Dieu, débrouillez-vous ».

Mischlich arrive en Allemagne à l'improviste pendant le Conseil des ministres, mais lorsque Adenauer, par huissier, apprend que c'est son ami Schuman qui lui envoie une lettre, il dit : « On fait une interruption de séance, je vais voir ce qui se passe ». Il prend connaissance du texte, et c'est là qu'il trouve ce mot, « Gleichberechtigung », qui lui propose en fait une communauté, un véritable partage de souveraineté.

Mischlich explique à Adenauer : « Le Conseil des ministres à Paris est en train de siéger, ils attendent mon coup de fil ». Adenauer lui dit : « Je viens de lire ce texte, je suis enthousiasmé. Avant que l'on échange les lettres officielles, puisque vous me dites que c'est très urgent, vous pouvez téléphoner et on fera tout le reste par écrit ».

Mischlich se précipite sur le téléphone. Il est environ midi et demi, Bernard Clappier, le directeur de cabinet de Robert Schuman, attend dans le bureau à côté du Conseil des ministres le coup de fil de Mischlich, qui doit lui dire si Adenauer est d'accord ou pas sur le principe, à quelles conditions. Mischlich lui dit : « Le Chancelier est enchanté ». Alors Clappier fait un petit papier, l'envoie par huissier à Schuman, qui commençait à être inquiet. La séance était présidée



Paul Collowald et l'ancien Président de la Commission Jacques Delors lors du 60e anniversaire de la Déclaration Schuman à Scy-Chazelles

© Centre Robert Schuman



Robert Schuman dans le Salon de l'Horloge du Quai d'Orsay.

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la photo n'a pas été prise le 9 mai 1950.

par Georges Bidault, le Président du Conseil, qui n'était pas au courant. Donc on a ajouté ce point à l'ordre du jour.

Bidault était plutôt atlantiste, pas tout à fait sur la ligne de Schuman. Il y avait les deux vice-présidents, René Pleven et René Mayer. Bidault, qui ne veut pas décider tout seul, se tourne vers ses deux collègues. Ils disent : « Eh bien oui, écoutez c'est formidable ». Il dit : « Allez c'est bouclé, on peut y aller ». A ce moment-là, les chefs de cabinet et autres collaborateurs se précipitent sur tous les téléphones possibles pour alerter tous les journaux, ceux qui s'occupent des Affaires étrangères, pour dire : « Il y a une conférence de presse à 18 heures, pour une proposition extrêmement importante ».

Dans le Salon de l'Horloge arrive, vers 18h, la presse, les uns assis, d'autres debout. Jean Monnet, qui est en grande partie l'auteur du texte, est là avec son épouse parmi les fonctionnaires. C'est ainsi que Robert Schuman a fait sa déclaration. On a eu du mal du point de vue du micro. Quand on veut avoir les archives sonores, c'est difficile. Il n'y avait pas de photographe, parce que nous sommes en pleine improvisation.

Vous avez vu dans beaucoup de livres d'histoire, il y a une photo, avec une légende. C'est le Quai d'Orsay, d'accord ; le Salon de l'Horloge ; d'accord. Mais il y a un petit détail important. Devant, il y a une table. C'est impossible. Ce qui s'est passé, c'est que comme on n'a pas eu de photo du 9 mai,

c'est celle de la déclaration que Schuman a faite au premier Conseil des ministres des Six, qui a lieu trois semaines après je crois. Cette photo est symbolique, c'est le Quai d'Orsay, c'est Schuman qui parle, mais ce n'est pas le 9 mai.

C'est la surprise totale. Le lendemain, un journal titre : « La bombe Schuman ». Tout cela retrace l'atmosphère de suspense, depuis la réunion de Washington où l'on confie à Schuman une mission qu'il remplit de justesse, puisque le Conseil de ministres se terminait quand Mischlich a pu donner le coup de fil.

Aucun journaliste de province, dont j'étais, n'a pu assister à cette conférence de presse. Mais quand j'ai vu sur le téléscripteur le résumé de la conférence de presse, j'ai pu dire à mon rédacteur en chef : « Tu peux y aller, c'est formidable ». Je suis ainsi devenu au sein du quotidien Le Nouvel Alsacien le spécialiste de l'Europe. J'ai suivi tous les Conseils des ministres de la CECA. Ceci a donné le sens à ma vie de journaliste. Etant devenu le correspondant du Monde couvrant l'Europe à Strasbourg en même temps que la région, il y avait du Collovald assez souvent. J'ai aussi été le premier correspondant de l'Agence Europe à Strasbourg.

C'est ainsi que lorsque la CECA s'est installée à Luxembourg, et que Jacques Rabier, directeur du service d'information de la Haute Autorité, a eu la charge de former le premier service de presse, il savait parfaitement qu'il ne fallait pas uniquement

« J'ai découvert la Déclaration Schuman en me disant : C'est incroyable »

informer les journalistes sur le charbon et l'acier, mais qu'il fallait élargir cela vis-à-vis de la jeunesse, du monde universitaire, etc. Mon profil lui convenait parfaitement puisque j'étais le correspondant du Monde et que j'avais été le secrétaire général du Centre de journalisme de l'Université de Strasbourg. Voilà pourquoi j'ai été embarqué dans l'Europe !

A Luxembourg, puis à Bruxelles, on avait digéré le côté historique, et on s'installait dans ce qu'on pourrait appeler une sorte de routine. On gérait cela dans une atmosphère de « il faut réussir ce grand projet », et pour le réussir il faut prendre certaines décisions, organiser. Au fur et à mesure du développement de l'Europe, il a fallu mettre en place une organisation du porte-parole et des services d'information. Dans ce domaine comme tant d'autres, à six c'est du travail, mais à vingt-sept, je plaide les circonstances atténuantes. On peut avoir des idées, mais il faut les réaliser dans un certain contexte.

D'une manière générale, une condition presque indispensable pour l'avenir de l'Europe, c'est les rapports franco-allemands. J'ai retenu une phrase que Bernard Clappier m'a dite en août 1983, que j'ai mise dans mon livre J'ai vu naître l'Europe :



Paul Collowald (à gauche), à la Commission européenne en 1971.

« Croyez-moi, Collowald, lorsqu'il y a un dossier important, techniquement complexe, mais bien ficelé et qu'il y a à Bonn et à Paris une forte volonté politique au service d'objectifs européens identifiables, alors l'Europe avance et, au fond, nos partenaires ne nous en tiennent pas rigueur dans ce cas". C'était une bonne analyse.

Les conditions ne sont pas actuellement remplies. Notamment, si on évoque de très récents épisodes médiatiques un peu excessifs, les incidents entre la présidente de la Commission et le président du Conseil européen. Je me mets à la place de mes concitoyens, qui ont leurs soucis, les conséquences du virus, le chômage, ils ouvrent leur journal et voilà, qu'est-ce qu'ils peuvent penser du grand projet que je portais parmi d'autres ?

Comment, malgré ce dont souffre le citoyen ordinaire dans sa vie quotidienne, l'Europe peut-elle résister à cette actualité. Ma génération, qui sortait de la guerre, avait une facilité, si on peut dire cela comme ça, de dire : « Maintenant il faut construire la paix ». Ma génération a eu cette chance formidable d'avoir des perspectives. C'est fou ce que ça vaut, ce mot "perspectives". Quand la déclaration Schuman donne la perspective des Etats-Unis d'Europe, on n'y est pas encore arrivé. Donc il y a encore du boulot.

Ces perspectives doivent être implantées sur un terrain qui est susceptible de les recevoir. Nous étions susceptibles de les recevoir parce que nous avions une telle aspiration à la paix en sortant de la guerre. Mais je ne sais pas quelle est l'aspiration de la génération actuelle.

A la Fondation Robert Schuman, vous donnez des perspectives, alors il faut vraiment continuer.

Propos recueillis par Eric Maurice le 28 avril 2021

Paul Collowald, né en 1923 à Strasbourg, a été journaliste au quotidien Le Nouvel Alsacien puis correspondant du Monde et de l'Agence Europe à Strasbourg. En 1958, il entre à la Communauté européenne du charbon et de l'acier, avant de devenir porte-parole des vice-Présidents de la Commission européenne Robert Marjolin et Raymond Barre, puis Directeur à la direction générale de l'information de la Commission. Dans les années 80, il devient directeur

du cabinet du Président du Parlement européen Pierre Pfimlin, puis Directeur général de l'information et des relations publiques de l'institution. Il est l'auteur de [J'ai vu naître l'Europe : De Strasbourg à Bruxelles le parcours d'un pionnier de la construction européenne](#) (éd. La Nuée Bleue, 2014). Une biographie lui est consacrée : [Paul Collowald, pionnier d'une Europe à unir](#), de Sabine Menu (éd. Peter Lang, 2018)



Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.